

MICHEL AGLIETTA EN FRANCO-SAXON DE CHOC

Brèves - 6 avril 2010 - 13:55

Paris, le 6 avril 2010 (Nouvelle Solidarité)—Quelques semaines après l'attaque contre l'empire américain en déclin, lancée par [Niall Ferguson dans Foreign Affairs](#), le plus important think-tank de l'Empire britannique, [le Royal Institute for International Affairs \(RIIA, plus connu sous le nom de Chatham House\)](#), se fendait d'un projet pour remplacer le dollar comme monnaie de réserve par les DTS, dans le cadre d'un système dominé par le FMI où opèreraient en parallèle, plusieurs zones monétaires.

En France, c'est Michel Aglietta, membre du CEPPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales) et proche de l'école de la régulation française, qui abonde dans le même sens dans une série de propositions rendues publiques en janvier 2010 sous le titre : « Quelle réforme du système monétaire international ? »

Se réclamant tout autant de Keynes, Michel Aglietta propose dans ce document qu'en remplacement du système dollar, « le FMI devienne un embryon de prêteur international en dernier ressort » avec « des droits de tirage spéciaux comme instrument de réserve ultime ». Comme dans les propositions de Chatham House, les DTS cohabiteraient dans un système où persisteraient des zones monétaires spécifiques, à pouvoirs renforcés, par exemple une zone asiatique et une zone euro.

Depuis les années 1970, analyse Aglietta, le système dollar a évolué vers un semi-étalon dollar, avec des monnaies des grands pays développés, libres de fluctuer vis-à-vis du dollar ; d'autres, des pays en développement, lui étant liées par des systèmes de change plus ou moins administrés.

Selon l'économiste, la rupture dans ce système s'est manifestée par « l'insoutenabilité de la dette accumulée » par le pays émetteur de monnaie, c'est-à-dire les Etats-Unis. Dans ces conditions, dit-il, « la coopération monétaire régionale est une condition préalable à l'émergence d'un nouveau système monétaire international ». L'Europe existe déjà et les pays asiatiques y seront amenés naturellement, étant donné la baisse des importations des Etats-Unis et de l'Europe en provenance de leurs pays, qu'ils devront compenser par des exportations dans leur propre zone.

Tout ceci devrait se traduire par une organisation de type nouveau au sein du FMI avec de nouveaux rapports de force face au dollar. Ceci pose d'abord le problème de l'Europe qui ne parle pas actuellement d'une seule voix au sein du FMI. Comment résoudre ce problème ? Certainement pas par une plus grande « concertation intra-gouvernementale », qui respecterait le peu qui reste de souveraineté nationale. Ce serait, dit-il, « la pire des choses » ! A la place, il propose « un leadership politique fédéral ».

Michel Aglietta compte ainsi faire d'une pierre deux coups : obtenir l'intégration politique supranationale européenne et établir un nouvel équilibre au sein du FMI. L'Europe, en additionnant les quotes-parts de tous ses membres, représente actuellement 30% des quotes-parts du FMI. Mais si elle peut parler d'une seule voix, en tant qu'entité supranationale, elle pourrait accepter de réduire ces parts à 15 ou 20%. Ces quotes-parts abandonnées par l'Europe pourraient ainsi aller renforcer celles d'une éventuelle zone monétaire asiatique. Pour comprendre où il veut en venir, rappelons que les Etats-Unis détiennent, depuis le début, une minorité de blocage de 16% des quotes-parts, toute décision au sein du FMI devant être prise à une majorité de 85% des voix. Avec 15%, l'Europe serait pratiquement au même niveau que les Etats-Unis.

Enfin, comme pour le projet de Chatham House, Michel Aglietta propose que les pays dotés d'une quantité excessive de réserves en dollar puissent créer « un compte de substitution » au sein du FMI, pour leur permettre de diversifier leurs réserves en dehors du marché des changes, évitant ainsi les fortes variations perturbatrices de taux de change qui pourraient résulter de ventes massives hors du dollar.

Lacune abyssale de ces projets, ils ne se préoccupent pas du tout de comment réorganiser l'endettement spéculatif géant que constitue désormais une grande part de ce qu'on appelle l'économie mondiale, et sans l'élimination duquel il n'y a aucun espoir de faire repartir une nouvelle économie productive.

Ensuite et surtout, poser d'emblée la question d'une réorganisation monétaire et des rapports de force entre zones monétaires, sans poser d'abord le problème d'une autre politique économique qui permette d'éviter de telles crises, nous conduit à des erreurs fallacieuses. En quoi, par exemple, les politiques de l'Europe représenteraient-elles aujourd'hui une alternative aux politiques du dollar hégémonique ? Les économies des bulles immobilières de l'Espagne, de l'Irlande ou du Royaume-Uni, les pratiques financières de pays d'Europe de l'Est, menées sous l'œil bienveillant de l'Europe, sont l'expression même du système spéculatif du système dollar post Bretton Woods.

Enfin, en posant la question du dollar en tant que telle, ni l'un ni l'autre de ces projets ne manquera de provoquer l'effondrement de la totalité du système. C'est la raison pour laquelle Lyndon LaRouche propose un accord de 4 puissances, Etats-Unis, Inde, Chine et Russie pour créer non un système monétaire comme celui de Keynes, mais un système international de crédit public productif orienté vers l'économie physique, plus proche de celui que Roosevelt a établi à Bretton Woods. Il faudrait pour cela : 1) une mise en faillite contrôlée des instruments toxiques à l'échelle internationale, 2) retour à la loi Glass/Steagall définissant une séparation étanche entre banques d'affaires et banques de dépôt, 3) remonétisation par une réorientation des avoirs en dollar, vers des investissements productifs dans l'économie physique. Les accords très importants signés par la Chine et la Russie fin 2009, dans les domaines de l'énergie et des chemins de fer notamment, sont un modèle pour ce type de remonétisation.

[Signez sans tarder notre pétition pour un \(vrai\) Nouveau Bretton Woods](#)

[Le Plan LaRouche pour sauver l'économie mondiale](#)

[Les véritables enjeux de la querelle entre Roosevelt et Keynes](#)